



## CHAPITRE 35

### Loi modifiant la Loi des sociétés coopératives agricoles

[Sanctionnée le 27 mars 1963]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c.  
120, a. 2,  
mod.

**1.** L'article 2 de la Loi des sociétés coopératives agricoles (Statuts refondus, 1941, chapitre 120) modifié par l'article 2 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 28, est de nouveau modifié

a) en remplaçant, dans la neuvième ligne, les mots "l'achat et la vente" par les mots "l'achat, la vente et le transport";

b) en remplaçant, dans les douzième et treizième lignes, les mots "la transformation et la vente" par les mots "la transformation, la vente et le transport".

Id., a. 4,  
mod.

**2.** L'article 4 de ladite loi est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

Interprétation.

"L'activité coopérative d'une société n'est pas réputée constituer l'exploitation d'un commerce ou d'un moyen de profit."

S.R., c.  
120, a. 5,  
mod.

**3.** L'article 5 de ladite loi, modifié par l'article 1 de la loi 11 George VI, chapitre 45, est de nouveau modifié

a) en remplaçant le paragraphe 1 par le suivant:

Actions ordinaires.

"1. Le montant de chaque action ordinaire est de dix dollars payables suivant le règlement ou, à défaut de règlement, en quatre versements annuels égaux, dont le

## CHAPTER 35

### An Act to amend the Cooperative Agricultural Associations Act

[Assented to 27th March 1963]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

**1.** Section 2 of the Cooperative Agricultural Associations Act (Revised Statutes, 1941, chapter 120) amended by section 2 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 28, is again amended

R.S., c.  
120, s. 2,  
am.

a. by replacing the words "sale and purchase" in the eighth line by the words "sale, purchase and transportation";

b. by replacing the words "transformation and sale" in the twelfth line, by the words "transformation, sale and transportation".

**2.** Section 4 of the said act is amended by adding the following paragraph:

Id., s. 4,  
am.

"The cooperative activities of an association shall not be deemed to constitute the carrying on of trade or a means of earning a profit."

Interpretation.

**3.** Section 5 of the said act, amended by section 1 of the act 11 George VI, chapter 45, is again amended

R.S., c.  
120, s. 5,  
am.

a. by replacing subsection 1 by the following:

"1. The amount of each ordinary share shall be ten dollars, payable in accordance with the by-laws or, failing a by-law, in four annual and equal instalments, whereof

Ordinary shares.

premier pas plus tard qu'un mois après la date de la souscription. La société peut payer un intérêt sur ces actions à un taux n'excédant pas six pour cent l'an.

the first shall be paid not later than one month after the date of subscription. The association may pay interest on such shares at a rate not exceeding six per cent per annum.

Actions privilégiées.

S'il y est autorisé par règlement, le bureau de direction peut émettre des actions privilégiées. Il en fixe le montant, les conditions de rachat, les privilèges, droits et restrictions. Il en détermine le taux d'intérêt, lequel ne doit pas dépasser sept pour cent l'an.

If so authorized by by-law, the board of directors may issue preferred shares. It shall fix the amount, the conditions of redemption and the privileges, rights and restrictions thereof. It shall determine the rate of interest thereon, which shall not exceed seven per cent per annum.

Preferred shares.

Droits limités.

Les détenteurs d'actions privilégiées n'ont pas, à ce titre, le droit d'être convoqués aux assemblées de la société, d'y assister, d'y voter ni d'exercer une fonction au sein de la société.”;

The holders of preferred shares shall not be entitled, as such, to receive notice of or to attend meetings of the association, to vote thereat or to hold any office in the association.”;

Rights limited.

b) en remplaçant le paragraphe 3 par le suivant:

b. by replacing subsection 3 by the following:

Commencement des opérations.

“3. La société ne peut commencer ses opérations avant qu'au moins un quart du montant des actions ordinaires souscrites ait été payé.”;

“3. The association shall not commence operations until at least one-fourth of the amount of subscribed ordinary shares has been paid.”;

Commencement of business.

c) en remplaçant le premier alinéa du paragraphe 6 par les suivants:

c. by replacing the first paragraph of subsection 6 by the following:

Sociétaire.

“6. Pour devenir sociétaire, un producteur doit

“6. To become a shareholder, a producer must

Shareholder.

a) souscrire au moins cinq actions ordinaires ou le nombre d'actions supérieur à cinq fixé par règlement;

a. subscribe for at least five ordinary shares or such number of shares exceeding five as is fixed by by-law;

b) s'engager par contrat, pour une période d'au moins trois ans, à livrer, vendre, acheter ou recevoir certains produits ou services par l'entremise de la société;

b. agree by contract, for a period of at least three years, to deliver, sell, purchase or receive certain products or services through the association;

c) être admis par le bureau de direction.

c. be admitted by the board of directors.

Inhabilité.

Nul ne peut cependant être admis comme sociétaire s'il exerce une activité qui vient en concurrence avec celle de la société.”;

No one, however, shall be admitted as a shareholder if he carries on any activity which competes with that of the association.”;

Competing activity.

d) en ajoutant après le mot “date”, dans la cinquième ligne du dernier alinéa du paragraphe 6, les mots “quant à la souscription d'actions exigible de leurs sociétaires”.

d. by adding after the word “date”, in the fifth line of the last paragraph of subsection 6, the words “respecting the subscription for shares exigible from their shareholders”.

S.R., c. 120, a. 9, mod.

4. L'article 9 de ladite loi, modifié par l'article 2 de la loi 11 George VI, chapitre 45 et par l'article 2 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 28, est remplacé par les suivants:

4. Section 9 of the said act, amended by section 2 of the act 11 George VI, chapter 45 and by section 2 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 28, is replaced by the following sections:

R.S., c. 120, s. 9, replaced.

Corporation.

“9. A compter de la publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'avis de la formation d'une société coopérative agri-

“9. From and after the publication in the *Quebec Official Gazette* of the notice of formation of a cooperative agricultural

Corporation.

cole, cette société est une corporation au sens du Code civil.

Change-  
ment de  
nom, etc.

Le ministre de l'agriculture et de la colonisation peut, à la demande du bureau de direction, changer le nom de la société ou son siège social au moyen d'un avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Droits et  
pouvoirs.

"9a. Une société coopérative agricole exerce les droits et pouvoirs d'une corporation au sens du Code civil et peut notamment

a) acquérir et posséder des immeubles, les vendre, hypothéquer, louer ou en disposer autrement;

b) donner en paiement d'une partie du prix des produits qui lui sont livrés ou des services qui lui sont rendus, jusqu'à concurrence de dix pour cent, des certificats de prêt, des actions, des obligations ou autres valeurs de la société;

c) placer ses fonds disponibles suivant l'article 981o du Code civil ou en prêts consentis à la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec ou à une société coopérative agricole;

d) acquérir des parts d'une caisse régie par la Loi des caisses d'épargne et de crédit;

e) acquérir, en totalité ou en partie, en assumant les obligations qui s'y rapportent, l'actif, les actions ou les parts sociales d'une personne, société ou corporation, poursuivant des fins similaires ou connexes à celles qu'elle est autorisée elle-même à poursuivre;

f) avoir des bureaux d'affaires en différents endroits dans la province;

g) souscrire ou garantir des fonds pour fins de propagande et d'éducation coopératives ou pour fins de charité, de bienfaisance, d'art ou d'éducation;

h) exercer à titre de mandataire les pouvoirs qu'elle est autorisée à exercer comme principal;

i) émettre, endosser et accepter des billets à ordre, lettres de change, mandats et autres effets négociables;

j) emprunter, hypothéquer ses immeubles, donner ses biens meubles en garantie;

association, such association shall be a corporation within the meaning of the Civil Code.

The Minister of Agriculture and Colonization, on the application of the board of directors, may change the name of the association or its corporate seat by a notice published in the *Quebec Official Gazette*.

Change of  
name, etc.

"9a. A cooperative agricultural association shall possess the rights and powers of a corporation within the meaning of the Civil Code and may in particular

a. acquire and hold immoveables, and sell, hypothecate, lease or otherwise dispose of the same;

b. give in payment for a portion, up to ten per cent, of the price of products delivered to it or of services rendered to it, loan certificates, shares, bonds or other securities of the association;

c. invest its available funds in accordance with article 981o of the Civil Code or in loans to the Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec or to any cooperative agricultural association;

d. acquire shares of any credit union governed by the Savings and Credit Unions Act;

e. acquire, in whole or in part, assuming the obligations connected therewith, the assets, stock or shares of any person, association or corporation having objects similar or related to those which it is itself authorized to pursue;

f. have business offices in various places in the Province;

g. subscribe or guarantee funds for purposes of cooperative publicity and education or for charitable, benevolent, artistic or educational purposes;

h. exercise as mandatarly the powers that it is authorized to exercise as principal;

i. issue, endorse and accept promissory notes, bills of exchange, drafts and other negotiable instruments;

j. borrow, or hypothecate its immoveables and pledge its moveables as security;

Rights  
and  
powers.

k) avec l'autorisation de la Commission des valeurs mobilières du Québec, émettre des obligations et, pour en assurer le paiement, hypothéquer, nantir ou mettre en gage ses biens meubles et immeubles, présents ou futurs, et les céder et transporter à un fidéi-commissaire, suivant les dispositions de la section VI de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (Statuts refondus, 1941, chapitre 280);

l) vendre, échanger ou donner en gage toutes obligations ainsi émises."

k. with the authorization of the Quebec Securities Commission, issue bonds and, to secure payment thereof, hypothecate, mortgage or pledge its moveable and immoveable property, present or future, and convey and transfer the same to a trustee, in accordance with Division VI of the Special Corporate Powers Act (Revised Statutes, 1941, chapter 280);

l. sell, exchange or pledge any bonds so issued."

S.R., c.  
120, a. 11,  
mod.

**5.** L'article 11 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la neuvième ligne du deuxième alinéa, les mots "lettre recommandée" par les mots "lettre affranchie".

**5.** Section 11 of the said act is amended by replacing the words "registered letter" in the eighth and ninth lines of the second paragraph, by the words "post-paid letter".

Id., a. 13,  
mod.

**6.** L'article 13 de ladite loi, modifié par l'article 3 de la loi 11 George VI, chapitre 45, et par l'article 49 de la loi 11 George VI, chapitre 72, est de nouveau modifié en remplaçant, dans les huitième et neuvième lignes du sous-paragraphe a du paragraphe 1, les mots "vendre ou acheter, par son entremise, certains produits déterminés" par les mots "vendre, acheter ou recevoir, par son entremise, certains produits ou services".

**6.** Section 13 of the said act, amended by section 3 of the act 11 George VI, chapter 45, and by section 49 of the act 11 George VI, chapter 72, is again amended by replacing the words "sell or purchase, through the latter, certain determined products", in the eighth, ninth and tenth lines of sub-paragraph a of subsection 1, by the words "sell, purchase or receive, through the latter, certain products or services".

Id., a. 17,  
mod.

**7.** L'article 17 de ladite loi est modifié en ajoutant, après le premier alinéa, le suivant:

**7.** Section 17 of the said act is amended by adding, after the first paragraph, the following paragraph:

Tenue des  
séances.

"Cette séance du bureau de direction peut être tenue au cours de l'assemblée générale annuelle ou immédiatement après, sur convocation verbale faite à cette assemblée, pourvu qu'il y ait quorum."

"Such meeting of the board of directors may be held during the annual general meeting or immediately afterwards, upon oral notice given at such meeting, provided there be a quorum."

S.R., c.  
120, a. 18,  
mod.

**8.** L'article 18 de ladite loi est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

**8.** Section 18 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following:

Services  
gratuits.

**18.** La fonction de membre du bureau de direction est gratuite. Toutefois, les dépenses encourues par un membre du bureau de direction dans l'exercice de ses fonctions, autorisées ou ratifiées par le bureau de direction, peuvent lui être remboursées."

**18.** The services of a member of the board of directors shall be gratuitous. Nevertheless the expenses incurred by a member of the board of directors in the performance of his duties, authorized or ratified by the board of directors, may be refunded to him."

S.R., c.  
120, a.  
18a, aj.

**9.** Ladite loi est modifiée en ajoutant, après l'article 18, le suivant:

**9.** The said act is amended by adding, after section 18, the following section:

R.S., c.  
120, s.  
18a, ad.

- Comité exécutif.** **"18a.** L'assemblée générale peut par règlement, lorsque le bureau de direction se compose de quinze directeurs, former un comité exécutif dont elle détermine les pouvoirs et devoirs.
- Composition.** Ce comité se compose de cinq personnes choisies en majorité parmi les directeurs par le bureau de direction qui en désigne le président.
- Quorum.** Trois membres du comité, dont au moins deux directeurs, en constituent le quorum et les décisions sont prises à la majorité des membres présents.
- Rémunération.** L'assemblée générale peut, chaque année, accorder une rémunération aux membres du comité exécutif.
- Contrôle, etc.** Le comité exécutif exerce ses pouvoirs sous le contrôle du bureau de direction et celui-ci peut, en tout temps, pour des motifs qu'il juge valables, remplacer tout membre du comité."
- S.R., c. 120, a. 19, mod.** **10.** L'article 19 de ladite loi, modifié par l'article 1 de la loi 8 George VI, chapitre 26, est de nouveau modifié en ajoutant, après le troisième alinéa du paragraphe 1, l'alinéa suivant:
- Division de territoire.** "Pour les fins de l'élection des directeurs, l'assemblée générale peut par règlement diviser le territoire de la société, attribuer à chaque division un ou plusieurs directeurs et déterminer comment chacun d'eux sera proposé et élu."
- S.R., c. 120, a. 22, mod.** **11.** L'article 22 de ladite loi, remplacé par l'article 2 de la loi 8 George VI, chapitre 26, est modifié en remplaçant, dans la première ligne du troisième alinéa, les mots "trente jours" par les mots "trois mois".
- Id., a. 25, mod.** **12.** L'article 25 de ladite loi, remplacé par l'article 5 de la loi 11 George VI, chapitre 45, est de nouveau modifié
- Prohibition.** a) en ajoutant, après le troisième alinéa, le suivant:
- "Les réserves d'une société ne peuvent être partagées entre les membres que dans le cas de liquidation.";
- b) en remplaçant, dans les quatrième, cinquième et sixième lignes du dernier alinéa, les mots "à titre d'intérêt, de ristourne ou pour toute autre considération"
- "18a.** When the board of directors is composed of fifteen directors, the general meeting, by by-law, may form an executive committee whose powers and duties it shall determine.
- Such committee shall be composed of five persons the majority of whom shall be chosen from among the directors by the board of directors which shall designate the chairman thereof.
- Three members of the committee, including at least two directors, shall constitute a quorum and decisions shall be taken by a majority of the members present.
- The general meeting may grant, each year, a remuneration to the members of the executive committee.
- The executive committee shall exercise its powers under the control of the board of directors and the board may at any time, for reasons it deems sufficient, replace any member of the committee."
- 10.** Section 19 of the said act, amended by section 1 of the act 8 George VI, chapter 26, is again amended by adding, after the third paragraph of subsection 1, the following paragraph:
- "For the purpose of electing directors, the general meeting, by by-law, may divide the territory of the association, assign to each division one or more directors and determine how each shall be nominated and elected."
- 11.** Section 22 of the said act, replaced by section 2 of the act 8 George VI, chapter 26, is amended by replacing the words "thirty days" in the first line of the third paragraph, by the words "three months".
- 12.** Section 25 of the said act, replaced by section 5 of the act 11 George VI, chapter 45, is again amended
- a. by adding, after the third paragraph, the following paragraph:
- "The reserves of an association shall not be divided among the members except in the case of winding-up.";
- b. by replacing the words "for interest, refunds or any other consideration", in the fourth, fifth and sixth lines of the last paragraph, by the words "and to apply

par les mots "et d'en faire la compensation" the same in compensation".

S.R., c.  
120, a.  
25a, aj.

**13.** Ladite loi est modifiée en ajoutant, après l'article 25, le suivant :

**13.** The said act is amended by adding, after section 25, the following section: R.S., c.  
120, s.  
25a, ad.

Paiement  
au choix.

**"25a.** Pour tenir lieu du paiement de ristournes, l'assemblée générale peut

**"25a.** In lieu of the payment of refunds, the general meeting may R.S., c.  
120, s.  
25a, ad.

a) attribuer aux membres ou usagers des actions ordinaires ou privilégiées;

a. allot to the members or patrons ordinary or preferred shares;

b) obliger les membres ou usagers à prêter à la société les ristournes qui leur sont attribuées ou créditées.

b. oblige the members or patrons to lend the refunds allotted or credited to them to the association.

Souscription  
présumée.

Dans le cas du paragraphe a, le membre ou usager est réputé avoir souscrit les actions ordinaires ou privilégiées qui lui sont attribuées et avoir consenti à les payer à même ses ristournes.

In the case of paragraph a, the member or patron shall be deemed to have subscribed for the ordinary or preferred shares allotted to him and to have agreed to pay for them out of his refunds. Subscription presumed.

Effet du  
règlement.

Un règlement suivant le paragraphe b a le même effet qu'un contrat passé par le membre ou l'usager et crée une obligation légale de sa part de prêter les ristournes qui lui sont attribuées ou créditées."

A by-law under paragraph b shall have the same effect as a contract made by the member or patron and shall create a legal obligation on his part to lend the refunds assigned or credited to him." Effect of by-law.

S.R., c.  
120, a. 31, fié  
mod.

**14.** L'article 31 de ladite loi est modifié

**14.** Section 31 of the said act is amended R.S., c.  
120, s. 31, am.

a) en remplaçant, dans la cinquième ligne du premier alinéa, les mots "accepter les" par les mots "décider que la souscription d'actions exigible des sociétaires est soumise aux";

a. by replacing the word "accept" in the fifth line of the first paragraph, by the words "provide that the subscription for shares exigible from shareholders shall be subject to";

b) en ajoutant l'alinéa suivant:

b. by adding the following paragraph:

Actes  
valides.

"Sauf en ce qui concerne la souscription d'actions exigible des sociétaires, les actes faits suivant la loi en vigueur après le 4 avril 1930 par une société coopérative agricole formée avant cette date sont valides, bien que cette coopérative ne se soit pas conformée au premier alinéa du présent article."

"Except with regard to the subscription for shares exigible from shareholders, acts performed in accordance with the law in force after the 4th of April 1930 by a cooperative agricultural association formed prior to such date shall be valid, although such cooperative may not have complied with the first paragraph of this section." Certain acts valid.

S.R., c.  
120, aa.  
33 à 36,  
aj.

**15.** Ladite loi est modifiée en ajoutant, après l'article 32, les suivants:

**15.** The said act is amended by adding, after section 32, the following sections: R.S., c.  
120, ss.  
33 to 36,  
ad.

Liquidation.

**"33.** Une société coopérative agricole peut décider sa liquidation par le vote affirmatif d'au moins les trois quarts des membres présents à une assemblée générale convoquée à cette fin.

**"33.** A cooperative agricultural association may decide to wind up its affairs by the affirmative vote of at least three-fourths of the members present at a general meeting called for such purpose. Winding-up.

Liquidateurs.

Dans ce cas, l'assemblée nomme à la simple majorité des voix un ou trois liquidateurs qui ont droit à la possession immédiate des biens de la société.

In such case, the meeting shall appoint, by a mere majority vote, one or three liquidators who shall be entitled to immediate possession of the property of the association. Liquidators.

Avis.	Avis de cette décision et de cette nomination doit être donné sans délai au ministre de l'agriculture et de la colonisation et est publié par lui dans la <i>Gazette officielle de Québec</i> .	Notice of such decision and appointment shall be given forthwith to the Minister of Agriculture and Colonization and published by him in the <i>Quebec Official Gazette</i> .	Notice.
Dispositions applicables.	"34. Les dispositions des sections II et III de la Loi de la liquidation des compagnies à fonds social (chapitre 278) s'appliquent à une liquidation décidée suivant l'article précédent.	"34. The provisions of Divisions II and III of the Winding-up Act (chapter 278) shall apply to any winding-up decided upon in accordance with the preceding section.	Provisions to apply.
Procédures suspendues.	"35. Dès que la liquidation a été décidée par l'assemblée générale, toute action ou toute procédure, soit par voie de saisie-arrêt, saisie-gagerie ou saisie-exécution, soit autrement, contre les biens meubles et immeubles de la société, doit être suspendue.	"35. As soon as the winding-up has been decided upon by the general meeting, every action and every proceeding by way of seizure by garnishment, attachment for rent or seizure in execution, or otherwise, against the moveable or immovable property of the association, must be suspended.	Proceedings suspended.
Frais prohibés.	Les frais faits par un créancier, après qu'il a eu connaissance de cette décision, par lui-même ou par son procureur, ne peuvent être colloqués sur le produit des biens de la société, qui est distribué en conséquence de la liquidation.	The costs incurred by a creditor after he has had knowledge of such decision, by himself or by his attorney, cannot be collocated against the proceeds of the property of the association, which are distributed in consequence of the winding-up.	Certain costs not allowed.
Autorisation d'instance, etc.	Un juge de la Cour supérieure dans le district où est situé le siège social de la société peut néanmoins, aux conditions qu'il estime convenables, autoriser l'introduction d'une instance ou la continuation de toute procédure commencée.	A judge of the Superior Court in the district in which the corporate seat of the association is located may, however, on such conditions as he may deem proper, authorize the institution of a suit or the continuance of any proceedings commenced.	Authorization to sue, etc.
Priorité des paiements.	"36. Le liquidateur paie d'abord les dettes de la société ainsi que les frais de liquidation et, en second lieu, les sommes versées sur les actions suivant la priorité établie par le règlement.	"36. The liquidator shall first pay the debts of the association and the costs of winding-up, and secondly the amounts paid on the shares according to the priorities established by by-law.	Priority of payment.
Distribution du solde.	Après ces paiements, le solde provenant de la réalisation de l'actif est distribué entre les personnes qui ont été membres de la société pendant toute la durée des trois exercices sociaux précédant la date à laquelle la liquidation a été décidée.	After such payments, the balance of the proceeds of the assets shall be distributed among the persons who were members of the association throughout the three fiscal years preceding the date when the winding-up was decided upon.	Distribution of balance.
Règles.	La répartition se fait suivant les règles que l'assemblée générale adopte à cette fin.	The distribution shall be made in accordance with the rules adopted for such purpose by the general meeting.	Rules.
Mode de répartition.	L'assemblée générale peut répartir le solde entre les membres visés au second alinéa, soit proportionnellement au montant des affaires traitées par chacun d'eux pendant une période déterminée, soit	The general meeting may distribute the balance among the members contemplated in the second paragraph, either in proportion to the amount of the business carried out by each of them over a fixed	Basis of distribution.

proportionnellement au montant des actions ordinaires payées par chacun, ou une partie de ce solde suivant le premier mode et, l'autre partie, suivant le second mode.

Affectation à une œuvre.

L'assemblée générale peut aussi affecter le solde, en totalité ou en partie, à une œuvre qu'elle désigne."

Entrée en vigueur.

**16.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

period, or in proportion to the amount of the ordinary shares paid for by each, or a portion of such balance in the first manner and the rest in the second.

The general meeting may allocate the balance, in whole or in part, to any work that it designates."

**16.** This act shall come into force on the day of its sanction.

Allocation to a work.  
Coming into force.